Partido Revolucionario de los Trabajadores (PRT)

Mexique : Rencontre historique entre le Conseil indigène de Gouvernement et les organisations syndicales et de travailleurs

jeudi 29 mars 2018, par PRT (Date de rédaction antérieure : 20 mars 2018).

L'importance de la formation du Conseil indigène de gouvernement (CIG) et la campagne de sa porte-parole, Marichuy, pour faire enregistrer sa candidature présidentielle indépendante va au-delà de la campagne électorale. Il s'agit de fait d'une prise de position qui ne se limite pas aux élections et il ne s'agit pas vraiment d'une campagne électorale, mais d'une alternative politique face à la crise profonde (espérons terminale) du régime politique mexicain.

La décomposition et la crise du régime politique actuel n'ont pas de précédents et sont l'aboutissement d'un sexennat marqué par l'illégitimité, depuis le mouvement « Yo soy 132 » [1], en passant par la campagne pour les 43 d'Ayotzinapa [2] et les cris persistants de « Fuera Peña » [3] et de « C'est l'État [le coupable] ». La crise se reflète dans la crise de légitimité du système politico-électoral, de ses institutions et de tous les partis politiques légaux, ainsi que dans l'absence de légitimité des institutions de justice. La crise s'exprime sur le terrain politico-électoral à cause du manque de crédibilité et du discrédit de tous les partis politiques.La démonstration de l'opportunisme et les accords scandaleux que passent tous les partis pour tenter de maintenir leur contrôle de l'appareil d'État sont révélateurs. Ce n'est pas un hasard si tous cherchent à passer des alliances et à former des coalitions entre eux pour tenter de sauver le système. La candidature de José Antonio Meade du PRI en est l'exemple principal.

Il est représentatif de l'oligarchie néolibérale qui a servi de manière égale les gouvernements du PRI et du Parti d'action nationale [4]. Cependant, les autres partis passent également des alliances avec divers secteurs de la classe dominante qui sont divisés par des intérêts opposés et manquent d'une boussole leur permettant d'assurer la continuité de la domination capitaliste, notamment depuis l'arrivée de Trump à la tête du gouvernement des États-Unis.

Dans ce contexte, la proposition du CIG et la candidature indépendante de Marichuy, bien qu'elle tente d'obtenir la validation légale de sa candidature en récoltant les signatures exigées, est une campagne antisystème, contre le système politico-électoral dans son ensemble. C'est pour cela que Marichuy dit « Je ne cherche pas des votes, je veux tout ». Les calomnies des partisans d'AMLO [5] qui affirment que Marichuy fera perdre des voix, des voix qui manqueront au triomphe du parti Morena, ne comprennent pas que notre campagne ne cherche pas à obtenir des votes pour parvenir au gouvernement (et faire la promesse démagogique qu'en votant pour moi, tout sera résolu), mais cherche à en finir avec le système politique et son actuelle crise et décomposition.

La campagne pour récolter un million de signatures pour la validation de la candidature de Marichuy s'inscrit dans le cadre de cette crise. Les partis actuels, à cause de la crise de crédibilité

qui les touchent, ont approuvé le nouveau mécanisme électoral (qui permet de présenter des « candidatures indépendantes ») dans le but de redonner une nouvelle légitimité au système électoral tout en imposant des conditions telles qu'il est impossible de les remplir pour une candidate réellement indépendante portant une vraie alternative comme Marichuy – qui ne peut pas compter sur le soutien de divers secteurs de certains partis, comme El Bronco, Margarita Zavala ou Ríos Piter [6]. Depuis le début, Marichuy a dénoncé le caractère classiste, antidémocratique, raciste et misogyne du processus de validation de sa candidature.

C'est ici qu'il faut rappeler que cette candidature va au-delà d'une campagne électorale. Nous avons récolté des signatures tout en dénonçant le caractère antidémocratique du système. Nous pensons que la lutte représentée par la candidature de Marichuy doit se poursuivre, avec ou sans les signatures, avec la reconnaissance légale de sa candidature ou sans elle. Il s'agit d'une campagne de lutte contre le système politique dans son ensemble. Il faut la maintenir, même sans reconnaissance légale afin d'offrir une alternative extérieure face à la crise du régime et non pas pour le renforcer ou le sauver. C'est cette alternative que représente potentiellement le CIG. La campagne de Morena cherche au contraire à donner une nouvelle légitimité au système politico-électoral en donnant l'illusion d'un changement possible de gouvernement simplement au travers du vote en juillet. La campagne du Marichuy et du CIG (et de toutes les forces qui l'appuient) doit continuer à dénoncer le caractère antidémocratique du système, spécialement face à l'imminence de la fraude électorale qui très certainement imposera le candidat du PRI.

En cela, le CIG représente une option anticapitaliste au milieu de la crise. Il propose sa porte-parole comme candidate indépendante, en affirmant qu'elle ne cherche pas à obtenir des votes mais organise et renforce un Conseil indigène de gouvernement pour l'ensemble du pays face à la fraude en préparation. La rencontre de travailleurs, dans les locaux du SME [7] le 24 janvier, a pour but de créer des ponts avec le CIG pour avancer vers la formation d'un Conseil de gouvernement de la classe travailleuse et du peuple. C'est là que réside l'importance historique de cette rencontre qui pose les bases d'une alliance entre les peuples indigènes et originaires représentés par le CIG et les organisations syndicales et de travailleurs, qui incluent des syndicats combatifs comme le SME et ceux regroupés dans la Nouvelle centrale des travailleurs (NCT), mais aussi d'autres secteurs et mouvements en lutte comme l'Assemblée nationale des usagers de l'énergie électrique (ANUEE) et des organisations comme l'Organisation politique du peuple et des travailleurs [8].

L'alliance ouvrière paysanne et indigène, dans la perspective d'une alliance entre le Conseil de gouvernement indigène et un futur Conseil de gouvernement des travailleurs, se reflétera nécessairement dans la confluence des revendications et des luttes des peuples indigènes qui s'opposent à la dévastation capitaliste de leurs communautés et de leurs peuples, et des revendications des travailleurs en lutte contre les réformes structurelles néolibérales, la violence et la militarisation du pays, les féminicides et les autres fléaux de la phase actuelle du capitalisme. C'est cet enrichissement programmatique, au travers de l'échange des expériences mutuelles, qui peut sortir de cette rencontre. ■

Partido Revolucionario de los Trabajadores

Abonnez-vous à la Lettre de nouveautés du site et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Presse-toi à gauche !
http://www.pressegauche.org/Rencontre-historique-entre-le-Conseil-indigene-de-Gouvernement-et-les

---

Notes

[1] « Yo soy 132 » (Je suis le 132) était un mouvement d'étudiants des universités publiques et privées apparu en 2012, revendiquant, entre autres, la démocratisation des médias, la défense de la liberté d'expression et le droit à l'information. Il dénonçait également l'inégalité, la violence régnant dans le pays et promouvait la transformation du système politique mexicain afin de garantir une démocratie authentique.

[2] Il s'agit de « la disparition forcée » de 43 étudiants de l'École normale perpétrée par des policiers de la municipalité d'Iguala, dans l'état de Guerrero, pendant la nuit du 26 septembre 2014. Les centaines de milliers de manifestants exigeant la « réapparition » des étudiants assassinés ont rapidement mis le doigt sur les responsables : « Fue el Estado » (C'est l'État) criaient-ils. Cf. Arturo Anguiano, « Ayotzinapa, accélérateur de la crise de l'État », Inprecor n° 612/613 de février-mars 2015 et Héctor Márquez, « À un an d'Ayotzinapa, la lutte pour la vérité et la justice continue » : http://www.inprecor.fr/article-Mexique-À un an d'Ayotzinapa, la lutte pour la vérité et la justice continue%C2%A0 ?id=1796

[3] Enrique Peña Nieto, dirigeant du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), est président du Mexique depuis décembre 2012. De très nombreuses mobilisations réclament « Dehors Peña ».

[4] Le Parti d'action nationale (PAN) est un parti conservateur, qui a été l'opposition officielle du régime du PRI durant 70 ans. Ses dirigeants ont ensuite été présidents du Mexique – Vincente Fox Quesada (de 2000 à 2006) et Felipe de Jesús Calderón Hinojosa (de 2006 à 2012) – avant que le PRI ne reprenne la présidence avec Enrique Peña Nieto.

[5] Andrés Manuel López Obrador, désigné par ses initiales AMLO, d'abord militant du PRI, puis du Parti de la révolution démocratique (PRD, une scission du PRI en 1989 qui a absorbé aussi des militants venant des partis de gauche), élu en 2000 à la tête du gouvernement du District Fédéral de Mexico, candidat à la présidence de la République en 2006, en 2012 et de nouveau en 2018. Il dirige le parti Morena (Mouvement de régénération nationale), qu'il a fondé en 2011.

[6] El Bronco est le surnom de Felipe de Jesús Calderón Hinojosa du PAN. Margarita Zavala est avocate et membre du PAN et est l'épouse de F. Calderón. Ríos Piter a été un dirigeant du PRD et a été élu sénateur de l'État de Guerrero en 2012 sous l'étiquette de la Coalition mouvement progressiste dont le PRD faisait partie. Il a quitté le PRD en février 2017.

[7] Le Syndicat mexicain des électriciens (SME), rassemblant 66 000 salariés, mène une longue lutte contre la privatisation de l'électricité, animant une Assemblée nationale des usagers de l'énergie électrique (ANUEE). Voir l'interview de Humberto Montes Oca Luna, secrétaire aux relations extérieures du SME et un des coordinateurs de la Nouvelle centrale des travailleurs (NCT) dans Inprecor n° 622 de décembre 2015.

[8] L'Organisation politique du peuple et des travailleurs (OPT) a été fondée en août 2011 en tant qu'alternative prolétarienne face à la crise des partis politiques, à l'initiative des dirigeants du SME et de plusieurs groupes de la gauche radicale, dont le PRT. Cf. Inprecor n° 577/578 d'octobre-novembre 2011.